Relevé de discussion du comité national de défense de l'école publique réuni le mardi 25 novembre 2025

Le comité national de défense de l'école publique s'est réuni ce mardi 25 novembre 2025. Le comité a adopté le relevé de discussion ci-après qui fait l'état des lieux des discussions.

À l'heure où le chef d'État-major des armées annonce aux maires de France la nécessité de « préparer la population aux futurs conflits » , « d'accepter de perdre nos enfants et de souffrir économiquement » , de « faciliter l'installation des militaires dans leurs communes (places en crèche, à l'école, logements...) » ou encore de « multiplier les réservistes par deux » ...nous voyons se multiplier les dispositifs (notamment les classes défense et sécurité globale...) tendant à transformer l'école en succursale de l'armée.

Le Comité de défense de l'École exprime son rejet catégorique de cette marche à la guerre, de la militarisation de l'école et d'embrigadement de la jeunesse.

Dans le même temps, alors que le budget de l'armée doit être augmenté de 7 milliards, l'Éducation Nationale se verrait amputée de 4000 postes alors que les conditions d'accueil des élèves et de travail des personnels ne cessent de se dégrader.

Ce sont encore des milliers de fermetures de classes et de postes et la dégradation des conditions de travail et d'apprentissage qui sont en ligne de mire, celles-là mêmes qui ont amené la mobilisation sans précédent que nous avons menée l'an passé et qui ont conduit à constituer notre comité.

Face à la suppression du pass culture ou à la baisse drastique des subventions territoriales, le ministère de la Défense se substitue à l'Éducation nationale : contre le financement de sorties scolaires, on lui permet de rentrer dans l'École pour y diffuser sa propagande pour la guerre.

Pour faire diversion, le gouvernement tente de relancer le débat sur la question des rythmes scolaires : nous ne sommes pas dupes et nous ne nous laisserons pas embarquer dans cette remise en cause et cette territorialisation (adaptation de l'école en fonction des territoires) de l'école. L'École doit rester la même partout!

Notre détermination reste intacte!

La seule réponse acceptable c'est de répondre aux revendications des personnels, des parents, élus et plus largement tous ceux qui défendent l'école publique pour exiger des postes, des classes, des enseignants, des personnels médico-sociaux (médecine scolaire, psy EN...), des RASED, des AESH, des AED, des places dans les structures spécialisées...

Le rôle de l'École et de ses personnels est d'instruire, pas de fournir des viviers pour l'armée ou l'industrie d'armement!

Ces dispositions s'articulent avec le projet présidentiel d'un « service militaire volontaire rénové » visant à recruter 50 000 jeunes de 18 ans dès 2026, quand chaque année des dizaines de milliers de jeunes se voient recaler par les plateformes Parcoursup et Mon Master.

C'est pour ces raisons que le comité se félicite des prises de positions syndicales qui :

- refusent l'embrigadement (parfois dès la primaire) de la jeunesse en réclamant l'abandon des classes défense et de tous les dispositifs de propagande dont l'objectif est de pousser la jeunesse vers l'armée.
- refusent la marche à la guerre et les budgets d'austérité que tentent d'imposer Macron et son gouvernement.
- Les budgets d'austérité qui vont aggraver la destruction des services publics et en particulier nos écoles.

Le comité national appelle à élargir les comités, à se saisir de toutes les initiatives qui seraient prises pour la satisfaction des revendications et à préparer dès maintenant la mobilisation pour refuser toutes les fermetures de postes et de classes qui seraient annoncées dans les prochains mois.

Dans ce contexte, la mobilisation internationale du samedi 29 novembre pour le cessez-le-feu en Palestine est un point d'appui contre la marche à la guerre et contre les budgets de guerre que tentent de nous imposer Macron et ses gouvernements.

De l'argent pour l'École Publique, pas pour la guerre!





